

COMMUNE DE BANOS

ARRÊTÉ

INTERDICTION DE CRÉER UN ACCÈS SUR UNE VOIE COMMUNALE

Le Maire de la commune de **BANOS**

VU le Code Général de la propriété des Personnes Publiques

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-1, L2212-2 et suivants,

VU l'arrêté municipal en date du **5 août 2014**,

Considérant qu'une autorisation d'accès à la voie communale N°2, dite route du PRIM, avait été accordée le 5 août 2014 à Mme LALANNE Christine, sous réserve d'effectuer les études et travaux suivants :

- Prendre toutes les dispositions lors de la création de l'accès, afin de ne pas déclencher de nouveaux désordres pouvant entraîner le glissement d'une partie de la colline.
- Prévoir une étude de sol pour envisager le maintien de l'excavation par des pieux en béton armé.
- Installer des tuyaux pour la canalisation des eaux devant avoir un diamètre minimum de 50 cm.

Considérant que les conditions ainsi posées étaient justifiées par un précédent glissement de terrain à cet endroit ayant entraîné des dégâts importants sur la voirie communale et les propriétés en contrebas,

Considérant que depuis la délivrance de cette autorisation, le bénéficiaire de cette autorisation n'a entrepris aucune des mesures qui étaient prescrites et que les parcelles ont même été vendues depuis lors,

Considérant qu'au titre de ses pouvoirs de police, le maire de la commune doit notamment prévenir par des précautions convenables, les accidents et les fléaux calamiteux tels que les éboulements de terre ou de rochers et doit également veiller à la sûreté du passage dans les rues,

Considérant que les parcelles cadastrées section D N°273 et 328 riveraines de la voie communale N°2 dite route du PRIM, surplombent celle-ci d'une hauteur d'environ 2,50 mètres,

Considérant que l'aménagement d'un accès à la voie communale sur ces parcelles risque de fragiliser le sol desdites parcelles en surplomb de la voie communale précitée et ainsi d'entraîner un glissement de terrain ou éboulement de terre sur celle-ci et les propriétés encore en contrebas entraînant ainsi un risque pour la sécurité publique,

Considérant que ce risque sera d'autant plus avéré pendant les saisons pluvieuses telles que l'automne, l'hiver et le printemps,

Considérant qu'au vu de ces éléments il apparaît que les conditions qui ont permis l'octroi de l'autorisation sous conditions du 5 août 2014 ne sont plus réunies,

Considérant que la création d'un accès présenterait des risques pour les usagers.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La création d'un accès des parcelles cadastrées section D N°273, N°328p sur la voie communale N°2 dite route du PRIM est interdite.

ARTICLE 2 : L'arrêté du **5 août 2014** ayant autorisé sous condition la création d'un accès de ces parcelles sur la voie communale précitée est annulé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au représentant de l'Etat de l'arrondissement.

Fait à BANOS le, 18 septembre 2015

Le MAIRE,

LAPORTE Jean-Louis,

Acte rendu exécutoire
Après envoi en préfecture
Le :
Et publication ou notification
Du :

